

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

Colonisation: Emmanuel Macron provoque un tollé

En comparant la présence française en Algérie à un « crime contre l'humanité », le candidat d'En marche ! a provoqué une très vive indignation à droite et suscité un malaise à gauche.

La colonisation fut « un crime contre l'humanité, une vraie barbarie, un passé que nous devons regarder en face en présentant nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes ». Cette déclaration

de l'ex-ministre de l'Économie, faite à Alger, a provoqué hier une très vive polémique dans la classe politique. Son rival François Fillon y a vu « une détestation de notre histoire » et des propos « indignes » d'un candidat à la présidentielle. Au PS, beaucoup ont dénoncé l'« opportunisme » d'Emmanuel Macron qui, il y a quelques mois et dans un autre cadre, avait tenu des propos beaucoup plus nuancés sur la colonisation.

→ COLONISATION: DROITE ET FN À L'ASSAUT → LES SOCIALISTES CRITIQUENT « L'OPPORTUNISME » DE L'EX-MINISTRE DE L'ÉCONOMIE → LE COLONIALISME, UNE IDÉOLOGIE LONGTEMPS REVENDIQUÉE À GAUCHE → « CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ? UN NON-SENS HISTORIQUE » → PARIS-ALGER, DES ÉCLATS MÉMORIELS ET UN LIEN PRAGMATIQUE PAGES 3, 4 ET L'ÉDITORIAL

« Je n'ai de leçon d'amour de la République à recevoir de personne »

Dans un entretien au Figaro, le candidat d'En marche ! justifie ses positions sur la colonisation. Il dévoile par ailleurs son programme sur la sécurité et plaide pour « la tolérance zéro ». PAGE 2



JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

ÉDITORIAL par Yves Thieard ythieard@lefigaro.fr

Inexcusable

• La tribune de Theresa May
• La tribune de François-Xavier Bellamy
• Le bloc-notes d'Ivan Rioufol
• L'analyse de Cyrille Louis
PAGES 14 ET 15

CHAMPS LIBRES

FIGARO OUT
FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi:
Faut-il abaisser la majorité pénale à 16 ans?
NON 22%
OUI 78%

TOTAL DE VOTANTS: 73721

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Macron a-t-il eu raison de dire que « la colonisation était un crime contre l'humanité » ?

ces mots ont un sens que la fièvre électorale fait parfois oublier. Emmanuel Macron a beau assumer ses propos, la colonisation française en Algérie ne fut pas, comme il le dit, un « crime contre l'humanité ». L'indispensable « réconciliation des mémoires pour reconstruire l'avenir » ne s'autorise en rien à insulter le passé ni le souvenir de ceux qui l'ont peuplé.

L'amalgame est inexcusable. Il montre, de plus, qu'Emmanuel Macron est tombé dans le piège que le pouvoir algérien veut tendre à la France depuis 1962 : pousser notre pays toujours plus loin sur le chemin de la repentance jusqu'à lui présenter nos excuses. Jamais aucun de nos responsables politiques n'a cédé à cet insistant chantage. À Alger, le candidat d'En marche !, lui, est allé jusque-là...

Que cherche-t-il ? À s'inscrire dans le droit fil de cette gauche française qui ne cesse de manipuler notre histoire pour se donner bonne conscience et flatter les minorités ? À réparer, dans un numéro d'équilibre dont il a le secret, ses déclarations sur les « richesses » et les « élé-

ments de civilisation » apportés par la colonisation, des paroles formulées cet automne qui avaient suscité un certain malaise dans la communauté maghrébine ?

La démarche d'Emmanuel Macron porte, en tous les cas, la marque flagrante du clientélisme électoral. Elle est de celle qui attend d'être payée en retour du suffrage des centaines de milliers de ressortissants franco-algériens qui habitent de chaque côté de la Méditerranée.

Falsifier l'histoire de la colonisation pour quelques voix n'est pas seulement condamnable. C'est aussi un jeu très dangereux quand, dans les banlieues françaises, sans repères ni culture, ont déjà la haine de notre pays. Et traitent les policiers de forces d'occupation de « leurs » territoires. Ce n'est certainement pas en caricaturant le passé qu'Emmanuel Macron pourra leur préparer un meilleur avenir. ■

François Fillon s'en remet désormais « au seul suffrage universel »

Alors que le parquet financier a fait savoir jeudi qu'il n'envisageait pas « en l'état » de classement sans suite concernant l'enquête sur les soupçons d'emplois fictifs de Penelope Fillon, le candidat

LR a assuré qu'il s'en remettait « désormais au seul jugement du suffrage universel ». Ce qui semble indiquer qu'il pourrait maintenir sa candidature même en cas de mise en examen. PAGE 6

Si notre cerveau est capable de se régénérer et manifeste également des capacités d'adaptation étonnantes, bien le nourrir, le solliciter et le relaxer s'avère salutaire pour qu'il vieillisse en pleine santé.

DÉJÀ DISPONIBLE EN BLU-RAY, DVD ET VOD

Macron : « Je n'ai de leçon de amour de la République à recevoir de personne »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ARTHUR BERDAH, PAULE GONZALES,
PAUL-HENRI DU LIMBERTI ET ANNE ROYAN

LE FIGARO. - Regrettez-vous d'avoir parlé de la colonisation comme d'un « crime contre l'humanité » ?

Emmanuel MACRON. - Cette polémique dit beaucoup de l'état dans lequel la France s'entend : une espèce de passion manvaise pour l'histoire, qui consiste à n'en voir qu'une partie. Je ne suis ni dans la repentance ni dans le refus. Il faut nommer ce qui a été fait de mal et reconnaître ce qui a été fait de bien. Je ne veux pas faire d'anachronisme ni évidemment comparer cela avec l'unicité de la Shoah, mais la colonisation a bel et bien comporté des crimes et des actes de barbarie que nous qualifions aujourd'hui de crimes contre l'humanité. Pour autant, cela ne veut pas dire que celles et ceux qui vivaient en Algérie et servaient dans l'armée française étaient des criminels contre l'humanité, car le seul responsable, c'est l'Etat français. D'un autre côté, en Algérie, dans un débat public, j'ai aussi parlé des harkis. J'ai dit ce qu'ils avaient apporté et la place qu'ils avaient en France. Nous devons reconnaître des mémoires fracturées : celle des harkis, celle des Pieds-noirs, celle des Français d'origine algérienne, celle des binabinaux... La France est aujourd'hui bloquée par les passions tristes de son histoire. Cela nous empêche d'avancer. Je revendique de ne pas être hémiplégié. La France ne l'est pas. Si on veut pouvoir la remettre en mouvement, il faut savoir la réconcilier.

Vos positions trisquent toutefois de créer de la division, notamment dans les banlieues...

Au contraire, c'est la seule manière de réconcilier ! On ne peut pas expulser ce qui nous dérange. C'était exactement la même chose lors du débat sur la déchéance de nationalité. Vouloir expulser le mal de la communauté nationale et de notre Histoire, c'est quelque part vouloir se travestir soi-même.

Quel est votre plan pour les banlieues ?

Il faut lutter contre l'intégralité des causes et des destins. La capacité de réussir à l'école, à être embauché et à avoir une vraie mobilité économique et sociale s'est réduite. Le cœur de la réponse de long terme à ces quartiers est éducatif, économique et social. Dans les quartiers pauvres et difficiles, je propose donc de diviser par deux le nombre d'élèves dans les classes de CP et CE1 pour personnaliser l'enseignement. Les enfants qui n'apprennent pas à lire sont souvent les mêmes qui se retrouvent en échec scolaire et souvent ensuite dans la délinquance. Il faut donc également une réponse sécuritaire et républicaine, en

détendant la laïcité pied à pied en maintenant les associations qui s'opposent aux lois de la République, en lutant contre tous ces atavismes et ces communautarismes que l'on a laissés s'installer.

Durcir encore la loi SRU permettrait-il plus de mixité sociale ? Je veux reparler sur une politique plus ambitieuse de rénovation urbaine. Car c'est grâce à elle que l'on peut faire de la mixité sociale. Mais le deuxième élément, c'est aussi la mobilité économique et sociale, c'est-à-dire la capacité à sortir de ces quartiers. Il faut rompre avec les assignations à résidence. Pourquoi le football marche-t-il si bien ? Parce que des succès se sont construits par le sport. Pourquoi ne pourrait-on pas le faire par l'entrepreneuriat et la réussite économique ?

Faut-il supprimer les allocations familiales quand les enfants ne vont pas à l'école ?

Non. On sanctionnerait sans répondre au problème. Car il s'agit souvent de mères seules, de familles fracturées et pauvres.

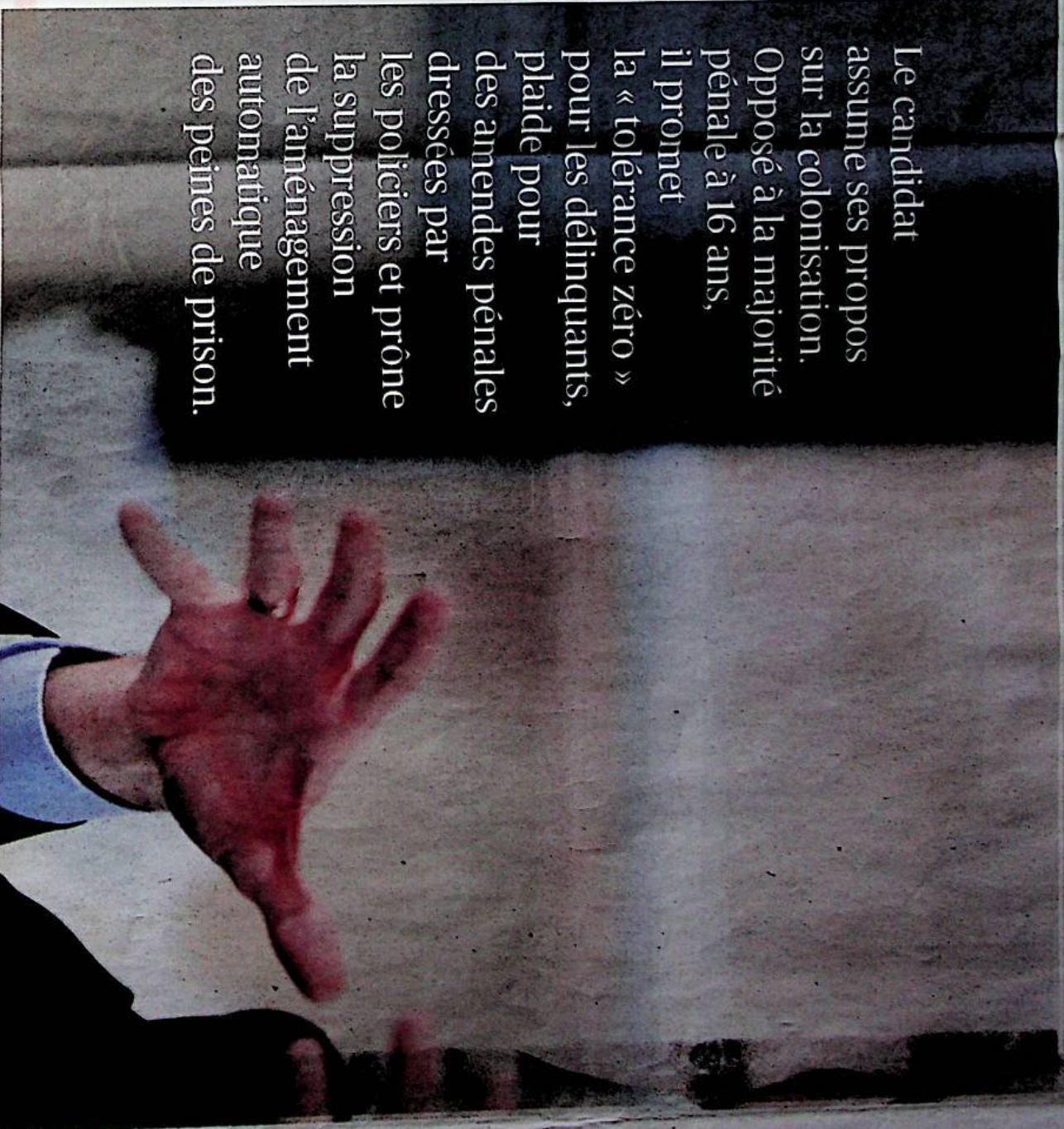
Faut-il abaisser la majorité pénale à 16 ans comme le propose François Fillon ?

Ça ressemble fort à une manœuvre de diversion pour faire oublier d'autres sujets. Ce n'est pas sérieux, car baisser la majorité pénale à 16 ans n'a aucun sens, sauf s'attaquer au symbole. Mieux vaut revenir à la réalité de la délinquance dans les quartiers qui n'attendent plus les 16 ans révolus pour se développer. Aujourd'hui, la délinquance commence à 13-14 ans. Faudra-t-il pour autant baisser, un jour, la majorité pénale à 12 ans ? Cette proposition est inefficace et inutile. Inefficace, car il ne faut pas abandonner l'ordonnance de 1945 : à 16 ans, on est toujours un être en devenir, et mettre en prison un jeune avec des hommes de 30 ans, c'est abandonner les quelques chances qu'il reste de le reconquérir. C'est aussi parfaitement inutile, puisque le juge peut déjà, quand les faits sont graves, abaisser la majorité pénale à 16 ans.

Quelle est votre réponse sécuritaire ?

Ma politique est celle de la tolérance zéro à l'égard de la délinquance comme de tout excès en termes de violence policière. Trop longtemps, on a prétendu que la police de proximité ne servait qu'à jouer au foot dans les quartiers. Or la police a trois missions : l'intervention, l'investigation et la sécurité publique. Mais cette dernière a été abandonnée au profit de la seule intervention. Quand vous n'avez plus dans les quartiers que des CRS et des brigades d'intervention, cela signifie qu'il n'y a plus de sécurité quotidienne. Cela conduit

Le candidat assume ses propos sur la colonisation. Opposé à la majorité pénale à 16 ans, il promet la « tolérance zéro » pour les délinquants, plaide pour des amendes pénales dressées par les policiers et prône la suppression de l'aménagement automatique des peines de prison.



les populations à s'enfermer dans les quartiers, et les délinquants à ne pas respecter les lois de la République. Il faut des forces de l'ordre permanentes travaillant au plus près du terrain et en liaison avec tous les acteurs : mairies, associations et police municipale pour un maillage le plus fin possible. Je propose donc de créer une police de sécurité quotidienne. Il faut aussi donner les moyens aux policiers d'agir. Par exemple grâce à un nouveau pouvoir d'intervention. Je souhaite que, sous le contrôle du juge, les policiers puissent sans délai interdire à une personne de fréquenter la zone où elle commet ses méfaits. C'est une révolution quotidienne, la fin de la crainte de traverser par exemple un hall d'immeuble tenu par une poignée de voyous.

Le retour de la police de proximité exige de repenser la doctrine d'emploi des forces de l'ordre.

Il faudra libérer du temps d'emploi utile en dégageant les forces de l'ordre de tâches inutiles comme les transports médico-judiciaires ou des procédures trop lourdes. Et bien sûr prévoir un plan de numérisation de la procédure judiciaire, qui vlt aujourd'hui au colisthique. Je propose donc de créer 10 000



La France est aujourd'hui bloquée par ses passions tristes de son histoire

emplois nouveaux dont 7 500 dans la police et 2 500 dans la gendarmerie.

Cette « tolérance zéro », quelle délinquance concerne-t-elle ? Celle de tous les jours ! Elle va du vol à l'hébergement à l'usage de stupéfiants et elle ne fait plus l'objet aujourd'hui de réponse pénale. Les usages de stupéfiants ont donné lieu, en 2014, à 170 000 interpellations, dont 102 000 dossiers transmis à la justice. Ces 102 000 procédures ont débouché sur 40 000 rappels à la loi. Il n'y a eu au final que 30 000 audiences judiciaires, qui ont conduit pour l'essentiel (22 000) à des peines d'amendes de 296 euros en moyenne ! C'est déconcertant pour les forces de l'ordre et cela donne aux délinquants un sentiment d'impunité. Il faut pouvoir sanctionner sur-le-champ par une amende de 100 euros environ, plus dissuasive et efficace. Je crois à la peine immédiate et concrète plutôt qu'à une réponse pénale plus tardive et théorique. Les Français ont besoin, en matière de justice, de réponses pragmatiques et rapides.

Vous évoquez le trafic de stupéfiants, vous n'êtes donc pas pour une dépenalisation du cannabis ? Non ! Je ne crois pas à la dépenalisation

des « petites doses » ni aux peines symboliques. Cela ne règle rien.

Souhaitez-vous revenir sur la réforme pénale de Christiane Taubira ?

Une peine prononcée doit être une peine exécutée. Je souhaite supprimer le principe de l'automaticité d'aménagement des peines inférieures à deux ans. Le système actuel a des effets pervers. Il conduit soit à durcir les peines pour être certain qu'elles connaissent un début d'exécution, soit à les rendre inutiles puisqu'elles ne sont pas exécutées. Bref, je ne suis ni contre les courtes peines ni pour l'enfermement automatique mais pour un traitement proportionné.

Cela nécessite plus de places de prison. Il faut en construire 15 000 sur le quinquennat. Trop souvent, ce type de décisions est pris en fin de mandat. Je pourrais citer les bonnes décisions de Jean-Jacques Urvoas.

Quel budget êtes-vous prêt à consacrer à la police et à la justice ?

La justice a des besoins d'investissements importants. Nous lancerons un plan de numérisation des procédures. Car, sur ces sujets, notre pays est fon. N'est-il pas aberrant de savoir en temps réel où vos colis commandés sur Internet se trouvent et de tout ignorer d'une procédure, que vous soyez victime, mis en examen, juge ou policier ?

Les forces de l'ordre font face à des émeutes depuis quinze jours dans des conditions difficiles. Quel est votre message ?

Il faut une exemplarité absolue des forces de l'ordre et une plus grande responsabilité de leur hiérarchie. Les violences policières posent ces deux questions de manière aiguë. On doit définir l'autorité de l'Etat, mais pour cela il faut l'autorité dans l'Etat. Plus que jamais, il faut mettre l'accent sur la formation permanente de nos forces de l'ordre, car leur métier est extrêmement difficile. Et je souhaite voir ouvrir deux des écoles qui ont été fermées sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent d'avoir une vision « communautariste »

ou « multiculturelle » de la société ? Il ne faut rien céder au communautarisme. La République ne reconnaît que les individus, et aucune communauté ne peut se construire dans le rejet de la République ou dans le non-respect de ses règles. Je n'ai pas de leçon d'amour de la République à recevoir de personne. Ma République n'est pas multiculturelle. En revanche, qu'on le veuille ou non, la République française est diverse. Elle est indivisible mais plurielle. Elle s'est construite comme cela.

Elle a des racines judéo-chrétiennes, mais pas uniquement. Et elle s'est bâtie dans l'émancipation de la chrétienté. Aujourd'hui, ce sont donc des traumas à la fois postcoloniaux et identitaires qui nous empêchent d'avancer. Je ne cède rien à celles et ceux qui ne sont pas attachés à la nation, mais en même temps je me bats pour qu'on n'exclue personne.

Vous êtes opposé à l'interdiction du voile à l'université et du burkini sur les plages. Si vous aviez été député, auriez-vous voté la loi interdisant le burqa ?

La burqa n'est pas conforme à la civilité, donc je suis contre. De la même façon et ce n'est pas un sujet de laïcité mais de civilité ou d'usage -, nous ne pouvons accepter qu'un homme refuse d'être soigné par une femme ou de serrer la main à une femme. Mais sous prétexte qu'une femme met le voile, elle n'aurait pas le droit d'accéder à l'université ? Qui dit ça ? Ce n'est pas la République, ce sont nos propres traumatismes du moment.

Il n'y a donc selon vous aucun symbole politique dans tous ces vêtements ? Si. Une contre-culture s'est indubitablement érigée dans certains quartiers. Elle s'appuie sur une instrumentalisation de la religion. Mais la provocation, le message, la revendication, c'est différent du prosélytisme religieux. La provocation fait partie de la vie politique. Bien d'autres contre-cultures s'y sont essayées avant ! On y répond par le débat. Car essayez d'interdire une provocation, vous la ferez flamber.

Vous serez en Paca ce week-end. Y allez-vous pour tenter d'y faire reculer le Front national ?

Oui, car je m'adresse à tous les électeurs. Je veux leur dire que je n'accepte pas le laxisme, parce qu'il nourrit la désillusion des classes moyennes françaises. Mais je n'accepte pas non plus la course derrière le Front national - dans laquelle a décidé de se lancer à son tour François Fillon, qui défend aujourd'hui la déchéance de nationalité pour les terroristes alors qu'il l'a combattue hier -, parce que c'est la perte de nos valeurs. Quand on est un patriote républicain, on se bat pour les valeurs de son pays. Et les valeurs de notre pays, ce ne sont pas celles du Front national.

On vous a souvent entendu vanter le « ni droite-ni gauche », mais si vous devriez vous positionner sur l'échiquier politique, comment vous définiriez-vous ? Ces catégories étaient bonnes pour le monde d'hier. Pas pour celui de demain. ■

Colonisation : droite et FN à l'assaut

TRISTAN QUINAULT-MALPOIX
@TristanQM

EN DÉCLARANT depuis Alger que la colonisation est un « crime contre l'humanité, une vraie barbarie, un passé que nous devons regarder en face en présentant nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes », Emmanuel Macron a souté la droite contre lui. Des Républicains jusqu'au FN, tous conspuent l'interview du candidat d'En marche ! à la chaîne algérienne Echourouk News. Devant plusieurs milliers de personnes réunies mercredi soir à Compiègne (Oise), François Fillon a dénoncé une « détestation de notre histoire », une « repentance permanente » qualifiée d'« indigne » de la part d'un candidat à la présidence de la République. « Il y a quelque temps, M. Macron trouvait des aspects positifs à la colonisation. Ça veut dire qu'il n'a aucune colonne vertébrale. Il dit simplement ce que ceux qui l'écoutent veulent entendre », a lâché l'ancien premier ministre, qui avait jugé en août que « la France n'est pas coupable d'avoir voulu faire partager sa culture aux peuples d'Afrique ».

Jean-Louis Borloo, ancien ministre de l'Économie, a tenu des propos plutôt mesurés. « Je n'utiliserais pas le terme de "crime contre l'humanité" parce que c'est une notion juridique très particulière, a-t-elle indiqué. Et je pense qu'il faut utiliser les bons mots au bon endroit. Mais dire que la colonisation fait partie de notre histoire et que c'est une horreur de notre histoire, je pense qu'il faut le dire. » Selon elle, « la France doit reconnaître ses erreurs commises gloires et la colonisation fait partie de ces erreurs. » Une erreur qu'il est temps de rectifier puisque, selon elle, les seuls effets positifs de la colonisation ont été ressentis chez « celles et ceux qui ont exploité les matières premières par exemple de l'Algérie, et qui continuent à le faire ».

Il ne faut pas parler de l'histoire de France à l'étranger lorsqu'il s'agit de critiquer la France

Même réaction en demi-teinte pour le député PS valaisien François Loncle, qui ne ferme pas la porte à son éventuel transient chez En Marche !. Invité jeudi du « Talk Le Figaro » (lire page 6), l'élu PS de l'Eure a ainsi estimé que l'utilisation des termes « crime contre l'humanité » était « une erreur de jeunesse ». « Il ne faut pas parler de l'histoire de France à l'étranger lorsqu'il s'agit de critiquer la France », dit-il, en forme de conseil au jeune candidat. Mais, selon Loncle, ces propos ne vont « pas lui nuire ». « C'est une position excessive », regrette pour sa part le député socialiste Jean-Louis Gagnaire qui soutient déjà ouvertement Emmanuel Macron. « Il n'a pas formulé les choses comme il l'aurait fallu et il n'a pas l'excuse de la fatigue liée au décalage horaire, plaisante-t-il. C'est donc une vraie maladresse. » Mais, ajoute le député PS de la Loire, il faut écouter : « l'en-semble des propos tenus en Algérie, car on y trouve alors un bon équilibre ».



Emmanuel Macron, répondant aux questions du Figaro, jeudi, dans son QG de campagne, à Paris.
J.-C. MARQUAULT/LE FIGARO

Les socialistes critiquent « l'opportunisme » de l'ex-ministre de l'Économie

SOPHIE DE RAVINEL @S2RVNL

À GAUCHE, ce n'est pas tant le fait de parler de « crime contre l'humanité » qui suscite la critique et l'ironie que l'inconstance des propos sur la colonisation du candidat d'En marche !. À l'autonomie, dans un entretien au Point, Emmanuel Macron avait en effet déjà provoqué une polémique en affirmant qu'en Algérie « il y a eu la torture, mais aussi l'émergence d'un État, de richesses, de classes moyennes ». « C'est la réalité de la colonisation. Il y a eu des éléments de civilisation et des éléments de barbarie », avait-il dit alors.

Codirecteur de campagne du candidat socialiste Benoît Hamon, le député des Hauts-de-Seine Jean-Marc Germain est ainsi atterré par ce qu'il juge être de « l'opportunisme ». « Sur la question de la colonisation, dit-il, je partage ce qu'ont déjà dit Lionel Jospin, Christine Taubira ou François Hollande. C'est l'oppression d'un peuple par un autre. Ce n'est jamais un progrès et il n'est pas possible d'en relativiser tel ou tel aspect. » Mais impossible pour le député de suivre le raisonnement d'Emmanuel Macron. « Ses propos sont un grand fouillis et se contredisent avec ceux précédemment tenus. Donc, au mieux il ne connaît pas le sujet dont il parle, ce qui est inquiétant et montre qu'il n'est pas prêt à gouverner, au pire il est opportuniste et dit ce que son auditoire du moment veut entendre... » Pour Germain, « c'est confronté les électeurs avec des chiffres sur lesquelles on tape ». « On peut nuancer des propos dans une campagne, souligne un membre de la direction du PS, mais là, nous ne sommes plus dans la nuance. Nous sommes dans autre chose, d'autant que les propos ont été tenus en Algérie... » En charge des arguments chez Benoît Hamon, le sénateur David Assouline est très clair : « Dire une chose à Paris et son contraire à Alger n'est pas supportable. C'est une démagogie qui porte sur des drames humains et des blessures profondes qui meurtrissent encore beaucoup de populations. »

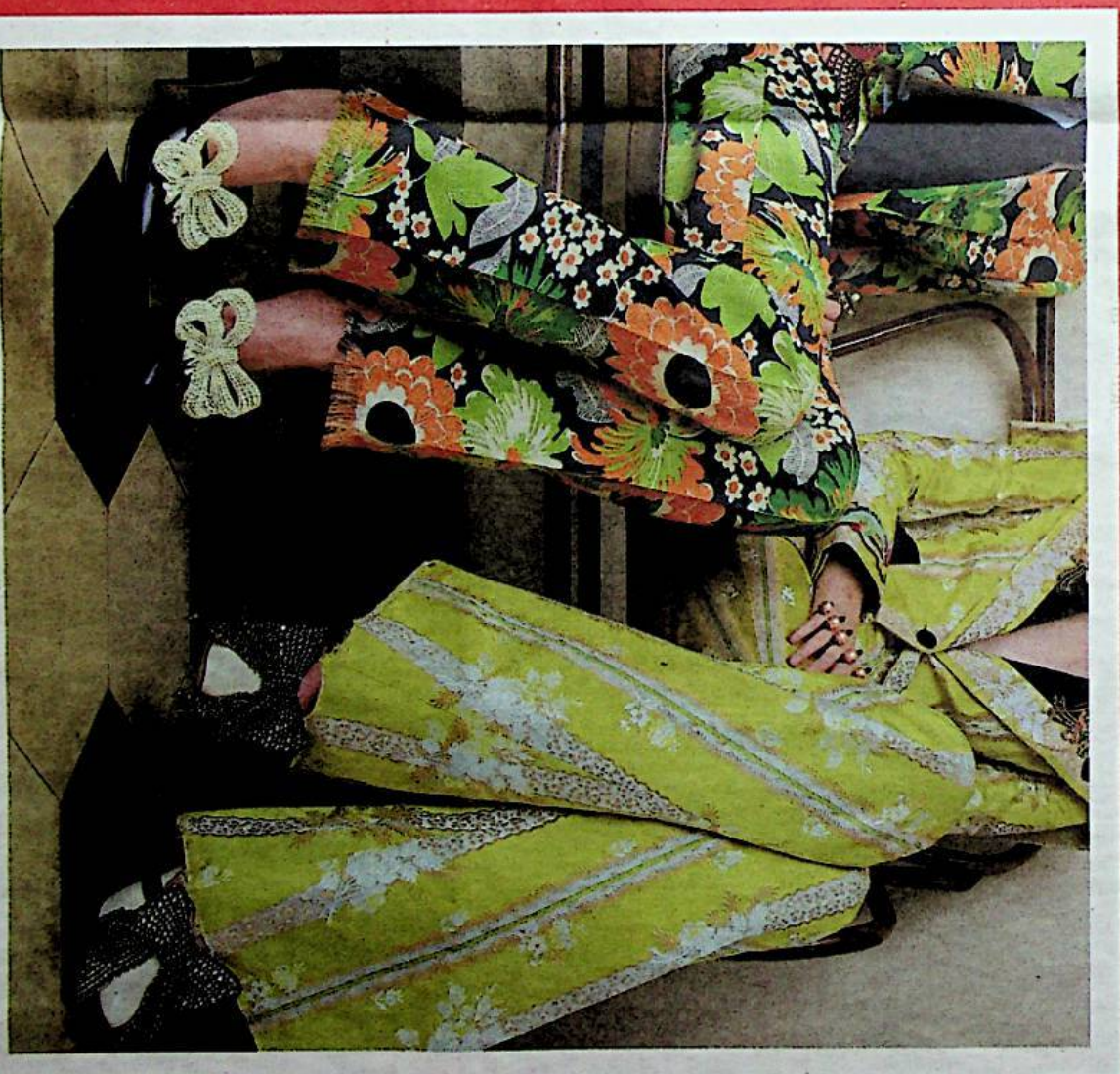
Au sein du gouvernement, Emmanuel Cosse a été la seule à prendre po-



JEAN-CRISTOPHE CAMBADÉLIS
PREMIER SECRÉTAIRE DU PS

Le ni droite ni gauche, c'est un jour pour la colonisation positive, un jour crême contre l'humanité

THOMAS SAMSON/AP



GUCCI

qu'alimenter un mal-être identitaire et contribuer à fracturer notre cohésion nationale », a estimé l'ancien président de l'Assemblée dans un communiqué. Celui-ci s'est aussi interrogé sur la « dimension juridique potentiellement très lourde vis-à-vis de l'État » de tels propos. « C'est une faute politique inacceptable. C'est aussi un avertissement : il n'y a pas de professeur historique dans la pensée politique d'Emmanuel Macron », juge Valérie Pécresse, la présidente LR de la région Ile-de-France. Pour l'ancienne ministre, Macron « révèle la légèreté de sa candidature » et « fracasse la cohésion nationale » alors qu'il « existe des milliers de blessés des deux côtés » de la Méditerranée.

« Racisme antifrancais »

Emmanuel Macron fait la démonstration qu'il n'a pas l'autorité morale et politique pour rassembler les Français. La repentance alimente les ressentiments, s'inquiète l'ancien ministre de la Défense Gérard Longuet, qui pointe dans le même temps une « complaisance à l'égard de certains éléments du gouvernement algérien ».

Elie Aboudi, député LR de l'Hérault, en pointe de longue date dans la défense des rapatriés, s'étrangle : « S'il a envie de rocoler politiquement les jeunes des bonlieux, il n'a qu'à venir les voir pour proposer un vrai programme économique et leur trouver du travail. »

Quant à l'ex-garde des sceaux Michèle Alliot-Marie, elle ironise sur Twitter : « Apparemment il était meilleur en français qu'en histoire... Je lui dis, attention :

la France est un tout et a besoin d'unité. » Le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, estime pour sa part que « c'est une horre ». « C'est indigne pour toutes les victimes de génocides, dont ceux de la Shoah », avance le candidat à l'élection présidentielle. Il s'inquiète : « Ça va nourrir le racisme antifrancais sur notre propre sol. » L'indignation est de même ampleur au Front national. En réponse à un interviewé, Marine Le Pen a commenté jeudi sur Facebook la sortie de l'ancien ministre : « Y a-t-il quelque chose de plus grave, quand on veut être président de la République, que d'aller à l'étranger pour accuser le pays qu'on veut diriger de crime contre l'humanité ? » La candidate FN affirme qu'en « utilisant cette argumentation, probablement pour des raisons bassement électoralistes, le crime, c'est M. Macron qui le commet contre son propre pays ». Auparavant, Florian Philippot, le vice-président du parti, s'était interrogé sur LCI : « C'est un crime contre l'humanité, les routes qu'on y a laissées, les écoles qu'on y a mises, les hôpitaux qui ont été construits, la langue française qui a été laissée en héritage, la culture française ? »

Senka Rama Yade, l'ancienne secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme, a semblé prendre ses distances avec la controverse. « Que la colonisation soit un crime et qu'elle asservisse des peuples, c'est une évidence », a-t-elle lâché sur RMC. Mais, a poursuivi la candidate à l'élection présidentielle, « Emmanuel Macron devrait arrêter de faire campagne sur des formules comme la guerre ce n'est pas bien, et la paix, ça mouille. »

Le colonialisme, une idéologie longtemps revendiquée à gauche

De Jules Ferry à François Mitterrand, l'idée coloniale a fait partie du corpus socialiste.

PAUL-FRANÇOIS PAOLI

SI LE FAIT pour une civilisation d'en coloniser une autre est de tous les temps, comme ce fut le cas de Rome avec la Gaule ou des Arabes avec les Berbères, le colonialisme est une idéologie datée historiquement. En France, elle a revêtu les oripeaux des Lumières à la fin du XIX^e siècle et fut pensée par des républicains. En témoigne le discours de Victor Hugo en 1878 lors d'une réunion où il célèbre l'abolition de l'esclavage. « Ce n'est pas pour rien que la Méditerranée a sur l'un de ses bords le vœu universel et sur l'autre l'univers ignoré, c'est-à-dire d'un côté toute la civilisation et de l'autre toute la barbarie (...) Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Prenez-la non pour le canon, mais pour la charrue ; non pour le sabre mais pour le commerce ; non pour la bataille mais pour l'industrie ; non pour la conquête mais pour la fraternité (...) allez faites ! Faites des routes, des ports, des villes ; croissez, cultivez, colonisez, multipliez ! »

Une volonté d'expansion que l'on retrouve chez Jules Ferry en 1885 dont le gouvernement républicain amène le Tonkin et crée l'Indochine au nom du devoir qui ont les « races supérieures » d'apporter « la civilisation » aux « races inférieures ». Quelques voix de gauche s'opposent à cette visée dont celle de Clemenceau et plus tard de Jaures. Mais c'est à droite que l'opposition est la plus systématique, notamment chez les monarchistes qui considèrent, comme Clemenceau, que la priorité est de reconquérir l'Alsace-Lorraine. Par la suite, le consensus régnera longtemps sur le fait colonial comme en témoigne la déclaration du PCF qui, en mai 1945, accuse les nationalistes algériens ayant participé aux émeutes de Sétif d'être des « hitléro trotskistes ».

En 1954, Mendes France, président du Conseil, déclare « L'Algérie, c'est la France ». Un mot que reprend à son compte François Mitterrand qui, ministre de la Justice sous la IV^e République, fera condamner à mort des dizaines de nationalistes algériens. Ironie de l'histoire, c'est le même Mitterrand qui, devenu président de la République en 1981, fomenta une manipulation idéologique dont nous ne sommes pas sortis. Avec SOS Racisme d'Harlem Désir, fondé en 1984, ou le mensuel Globe de Pierre Bergé, les idéologues d'une gauche multiculturelle qui fait des minorités issues de l'immigration veulent convaincre les Français que la droite est l'héritière d'une idéologie colonialiste qui poursuit son œuvre à travers le « racisme ».

Un débat dépassé

Mitterrand, qui déclare à propos des nouveaux venus de l'immigration « qu'ils sont chez eux chez nous », veut dynamiser Le Pen et le Front national pour diviser l'opposition chrétienne. Puis videront les années 2000 et le fameux discours sur la repentance ouïdié à l'époque du gouvernement Jospin par

des idéologues, dont la ministre Christine Taubira. Un discours qui consiste à réécrire l'histoire de la colonisation en accablant l'Occident tout entier et la France en particulier. Un nouveau terrisme moralisateur est né qui n'a pas fini de nourrir le ressentiment de ceux qui se considèrent comme des descendants de victimes. Ainsi l'historien de l'esclavage Olivier Pétré-Grenouilleau sera-t-il traîné en justice par des associations antillaises qui l'accuseront de banaliser l'esclavage dans son fameux essai *Histoire des traites négriers*, paru en 2004. Nous ne sommes plus à l'époque où Ferdinand Brandel pouvait écrire dans sa *Grammaire des civilisations* parue en 1964 que « l'Islam est la civilisation esclavogiste par excellence ».

Desormais l'épée de Damocles de la réprobation pèse sur les chercheurs, les historiens ou les journalistes qui n'adhèrent pas au catéchisme ambiant. La gauche, qui a perdu en route une bonne part de son électoral populaire, notamment celui des ouvriers, table sans doute sur une jeunesse de banlieue d'origine africaine maghrébine le plus souvent apolitique et par ailleurs étrangère à ses visions sociales. Il n'est pas sûr qu'Emmanuel Macron ait fait un bon calcul en réactivant la vieille banderole de l'anticolonialisme à l'heure où le journaliste algérien Kamel Djaouf considère ce débat comme dépassé. Et si son discours est sincère - ce qu'il ne faut pas exclure - c'est peut-être pire encore venant d'un ancien élève de Paul Ricoeur qui se targue d'avoir réfléchi à la notion de « crime contre l'humanité », laquelle n'a strictement pas intérêt à être utilisée à tout bout de champ. ■

Nous savions que pour certains la France n'avait pas de culture. Il faut donc aussi leur rappeler qu'elle a une histoire, qui ne peut souffrir les déformations et les manipulations

NATHALIE KOSCIUSKO-MORZET ANCIENNE MINISTRE, DÉPUTÉE LR DE PARIS



Pierre Mendès France, président du Conseil, en campagne électorale, le 28 décembre 1955. Sur la banderolette, on peut lire : « Pour la paix en Algérie ». RUE DES ARCHIVES/AGF

« Crime contre l'humanité ? Un non-sens historique »

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXIS FEERTCHAK @Feertchak

L'HISTORIEN Jean Sévillia* analyse les propos d'Emmanuel Macron sur la colonisation.

LE FIGARO. - Lors de son déplacement en Algérie, Emmanuel Macron a qualifié la colonisation de « crime contre l'humanité »... Jean SEVILLIA. - Sur le plan juridique, la première définition du crime contre l'humanité a été donnée en 1945 par l'article 6 de la Charte de Londres qui instruit le Tribunal militaire international, instance qui allait juger les chefs nazis à Nuremberg. Étaient visés « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain inspirés par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux et organisés en exécution d'un plan concerté d'encontre d'un groupe de population civile ». D'autres textes affirment la définition, comme le statut de Rome créant la Cour pénale internationale, en 1998, sans en changer l'esprit. Or, la colonisation est le fait de peupler un pays de colons, de le transformer en colonie, voire, nous dit le dictionnaire Le Robert, de procéder à son « exploitation » afin de le « mettre en valeur ».

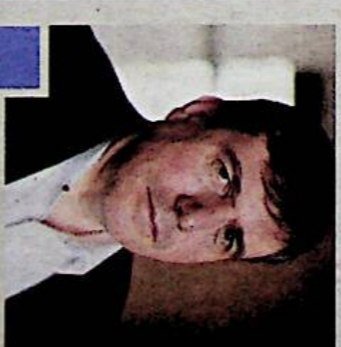
Historiquement parlant, à l'évidence, la colonisation suppose un rapport de domination du colonisateur envers le colonisé, variable en intensité et en durée selon les lieux où elle s'est déroulée, mais elle n'a pas pour but d'exterminer les colonisés. Parfois, dans les périodes d'insurrection du colonisateur, et cela a été le cas en Algérie, la colonisation a été passée par une guerre de conquête, avec son lot de violences inhérentes à toute guerre. Les travaux d'historiens comme Jacques Frémontaux ou le regretté Daniel Lefeuvre nous ont cependant appris à contextualiser

leser les méthodes d'alors de l'armée française, une armée qui sortait des guerres révolutionnaires et napoléoniennes, et ont montré qu'Abd el-Kader n'était pas non plus un enfant de choc quand il combattait les Français. Mais cent trente années de présence française en Algérie ne se résument ni à la guerre de conquête des années 1840 ni à la guerre d'indépendance des années 1950. Il y a un immense entre-deux qui a duré un siècle, avec ses échecs, ses pages glorieuses, mais aussi ses réussites, ses motifs de fierté.

Qualifier la colonisation d'acte de barbarie ou de crime contre l'humanité est un non-sens historique, un jugement sommaire, manichéen, qui passe sous silence la part positive de l'Algérie française, celle qui a conduit des Algériens musulmans à croire à la France et à s'engager pour elle. L'histoire a pour but de faire la vérité et non de jeter de l'huile sur le feu, mais, s'agissant de « barbarie », on

pourrait rappeler que, dans les événements tragiques de la fin de l'Algérie française, des Européens d'Algérie ou des musulmans fidèles à la France ont été victimes d'actes aujourd'hui constitués du crime contre l'humanité. Si on veut vraiment faire de l'histoire, il faut tout mettre à plat.

Emmanuel Macron est revenu sur ses propos parus dans *Le Point* quand il évoquait les « éléments de cristallisation » apportés par la colonisation française. Il a dit qu'ils avaient été sortis de leur contexte... Je suppose qu'Emmanuel Macron faisait alors allusion, par exemple, à l'œuvre d'enseignement menée par la France en Algérie, certes avec retard, un retard dû à l'impéritie de la III^e puis de la IV^e République. En 1960, 38 % des garçons musulmans et 23 % des filles fréquentaient l'école, pourcentage qui était supérieur à Alger où 75 % des garçons musulmans et



JEAN SEVILLIA

C'est une maladresse. Il n'a pas formulé les choses comme il aurait fallu et il n'a pas l'excuse de la fatigue

JEAN-LOUIS GAGNAIRE DÉPUTÉ MACRONISTE DE LA LOIRE

Paris-Alger, des éclats mémoriels et un lien pragmatique

ALAIN BARLUET @abarluet

COUPS D'ÉCLATS réguliers en public, coopération étroite et pragmatique, hors caméras, notamment dans le domaine sécuritaire ; forgée dans la douleur à travers la guerre et l'indépendance, la relation très particulière entre la France et l'Algérie se joue sur plusieurs registres. « Entre les deux pays, le prisme mémoriel revient régulièrement, avec ses thématiques habituelles, la repentance, les accusations de crimes contre l'humanité... mais le plus souvent à usage interne », souligne Séverine Labat, spécialiste du Maghreb au CNS. « Tant que les choses sont dites en "off" et pas en "on", tout se

passé bien », relève un bon connaisseur des arcanes bilatérales. Un épisode est emblématique à cet égard. Lorsqu'en janvier 1991, face à la victoire du FIS au premier tour des législatives, la démission du président Charles de Gaulle prend la forme d'un véritable coup d'État interrompant le processus électoral, François Mitterrand fait des déclarations outrageuses contre les attentats à la démocratie. Tout en dépêchant à Alger un émissaire pour faire passer un message de soutien aux généraux « janvéristes »...

Même si la mémoire de la guerre reste vive, les relations entre la DST (aujourd'hui DGSI) ont, de tout temps, été très suivies. Paradoxalement, alors que la gauche française s'efforce de se reconstruire un passé anticolonial, les relations avec la droite ont souvent été plus confortantes - elles étaient excellentes entre les « réseaux Pasqua » et le régime.

« Au-delà des effets de manches, Alger n'a pas plus envie que Paris de la repentance. Car des deux côtés, il y a des cadavres dans le placard », estime Séverine Labat. Par ailleurs, un troisième acteur, le Maroc, vient souvent peser dans le duo Paris-Alger, qui connaît ses hauts et ses bas. En 2011, le déclenchement de l'opération « Harmattan » en Libye irrita le pouvoir algérien qui ferme son espace aérien aux avions militaires français. Mais deux ans

plus tard, durant l'opération « Serval » au Mali, Alger les autorise à se ravitailler à Tamanrasset. Pour tout ce qui touche à la profondeur stratégique algérienne au Sahel, diplomates et militaires français agissent avec des pincettes. Pour la première fois depuis 1962, une coopération militaire qui ne dit pas son nom se met alors en place entre les deux pays. « La France et l'Algérie, c'est un vieux couple qui ne cesse de réécrire son histoire », résume Séverine Labat. Le poids des bilatéraux, qui votent dans les deux pays, chimène d'autant plus la relation. Mais le « couple » n'est plus exclusif. Car si la France reste le premier partenaire de l'Algérie, les États-Unis et la Chine y bénéficient d'une influence croissante. ■

